

**VIIe congrès de l'Association française
de science politique**

Lille, 18, 19, 20 et 21 septembre 2002

Table-ronde n°4

« La radicalisation politique »

**Sous la direction de
Annie Collovald et Brigitte Gaïti**

**Concurrence et crise.
Deux modèles de radicalisation à partir des terrains afghan et kurde**

Gilles Dorronsoro

Version provisoire, ne pas citer.

Par « radicalisation », nous entendons ici un ensemble de pratiques (dont les discours) qui instaurent une rupture entre un groupe et le reste de la société et propose une alternative à l'ordre social existant. Il s'agit donc d'un mode spécifique de mobilisation. On peut ajouter immédiatement une remarque. La radicalisation doit se comprendre par rapport à un contexte défini qui peut être régional, national ou international. La difficulté réside ici dans le fait que dans un même système national, les variations régionales peuvent être importantes. Par exemple, du point de vue de l'ordre moral qu'ils imposent, les Taleban ne sont pas radicaux dans le sud pashtoune (où c'est leur rupture par rapport aux normes tribales qui pose question), ils le sont largement par rapport à la société bourgeoise de Kaboul et, à l'évidence, par rapport à l'ordre international.

Le deuxième point concerne les terrains utilisés : essentiellement le Kurdistan de Turquie et l'Afghanistan dans la période des années soixante à aujourd'hui¹. Ces deux terrains permettent de voir des transformations rapides et violentes, révolutionnaires dans le cas de l'Afghanistan, en moins de deux générations. Dans les deux cas, des sociétés encore largement rurales sont confrontées à la violence et connaissent des mobilisations politiques radicales. La différence entre les deux terrains tient notamment à la place de l'Etat. Celui-ci disparaît en Afghanistan, alors que les Kurdes de Turquie ont un rapport spécifique à l'Etat, qui ne reconnaît pas leur existence comme ethnie jusqu'aux années 90. De plus, l'idéologie dominante est communiste au Kurdistan, alors que les islamistes et les fondamentalistes prennent progressivement une place centrale en Afghanistan.

Enfin, notre problématique est centrée autour de la distinction entre deux modèles de radicalisation. Le premier modèle repose sur une logique de concurrence à deux niveaux : au sein d'un groupe social en formation et pour l'attribution des ressources étatiques contre d'autres groupes. Nous sommes ici dans une problématique proche de celle de Tilly. Le

1. Un terrain plus ancien en Angola nous laisse penser que des analyses comparables peuvent être faites, notamment pour l'UNITA.

deuxième modèle est plus inhabituel. La radicalisation d'un groupe est ici permise par une situation de crise générale de la société. La disparition ou la perte d'objectivité des institutions va de pair avec le dérèglement des rapports dans et entre les espaces sociaux (politique et religieux dans ce cas). La radicalisation d'un groupe apparaît alors comme une tentative de reconstruction de l'ordre social plus que comme une compétition pour les ressources.

Ces deux processus de radicalisation concernent initialement des groupes réduits. Pourtant, la radicalité n'implique pas toujours la marginalité, même si une audience élargie peut parfois mais pas nécessairement conduire à une logique de compromis. Dans une troisième partie, nous chercherons donc à comprendre les conditions sociales pour que les groupes radicaux une fois formés puissent élargir leur mobilisation. Pour ce faire, nous distinguerons trois stratégies² typiques : connexion avec un réseau de solidarité, mobilisation des individus les moins intégrés socialement, construction du charisme du dirigeant.

Modèle 1 : la radicalisation par concurrence

Dans les années soixante et soixante-dix, l'Afghanistan et le Kurdistan de Turquie³ connaissent la formation de groupes étudiants (voir tableaux en annexe). La plupart de ces groupes peuvent être décrits comme radicaux car ils proposent une réorganisation révolutionnaire de la société et tendent à se constituer en groupes clandestins orientés vers l'action violente.

En Afghanistan, à partir des années 1960, la politique de l'Etat en matière d'éducation entraîne une augmentation rapide du nombre de lycéens et d'étudiants⁴. Ceux-ci sont à l'origine de la création des partis politiques afghans (sous forme souvent de syndicats étudiants ou de groupes informels car les partis politiques sont interdits). Chez les Kurdes, les mouvements essentiellement composés d'étudiants et de lycéens occupent l'espace politique dans les années soixante-soixante-dix. Ces groupes sont généralement des associations culturelles car, étant nationalistes kurdes, ils ne peuvent pas avoir d'existence légale comme parti. A l'exception du PKK, ces groupes disparaîtront en Turquie avec le coup d'Etat de 1980.

La mobilisation des groupes étudiants dans une période d'extension rapide du système éducatif est un phénomène connu. Ces groupes sont dans des situations révolutionnaires au sens où ils cherchent à avoir accès aux ressources notamment étatiques. Les éduqués (lycéens ou étudiants) ont des perspectives d'emploi limitées dans une société encore largement rurale. Faute d'un secteur privé suffisant, l'arrivée de nombreux éduqués sur le marché du travail fait apparaître la difficulté à les employer, la fonction publique demeurant leur principal débouché⁵. La réussite professionnelle à la sortie de l'université dépend des appuis familiaux plus que de la compétence ou du diplôme, condamnant la plupart à la médiocrité de la petite administration où ils sont mal payés et sous-employés. Or, la formation dans les lycées ou les universités a créé une rupture psychologique qui rend difficile le retour dans leur famille, notamment pour les provinciaux, physiquement coupés de leur milieu d'origine dans les

2. Une stratégie n'est pas nécessairement le produit d'une volonté consciente. Elle se constate a posteriori.

3. Des groupes étudiants radicaux apparaissent dans toute la Turquie, nous centrons notre analyse sur les Kurdes notamment parce que c'est là que la mobilisation va s'étendre à d'autres groupes sociaux dans les années 80.

4. On compte 8 500 étudiants en 1971, cf. Etienne Gille "L'accession au pouvoir des communistes pro-soviétiques", in Pierre Centlivres et al., *Afghanistan, la colonisation impossible*, Paris, Ed. du Cerf, 1984, p. 181, et environ 15 000 en 1978. En 1974, 30 % des élèves en âge d'aller à l'école primaire étaient scolarisés avec une sous-représentation très forte des filles, *ibid.*, p. 77. En 1973-74, environ 11% de la population savait lire, voir *Encyclopaedia Iranica*, Costa Mesa Calif., Mazda Publishers, 1998, p. 239.

5. En Afghanistan, le chômage des jeunes diplômés est un phénomène répandu, qui tient à l'inadaptation de l'enseignement au marché du travail, voir *Encyclopaedia Iranica*, *op. cit.*, p. 239.

lycées militaires ou les internats. Ces (anciens) étudiants se trouvent donc dans une situation qu'ils perçoivent comme injuste compte tenu de leurs compétences et des besoins de la société. Cette frustration est pour une part d'origine matérielle - les traitements sont misérables, - mais aussi d'ordre psychologique, car les projets personnels et collectifs formés dans un milieu lycéen ou étudiant se heurtent à la réalité d'une société peu réceptive à leurs idées. Ce relatif isolement, cette sociabilité particulière au milieu étudiant dans un pays où la population est largement analphabète, renforce l'identité du groupe. Des actions collectives (grèves d'étudiants et d'instituteurs en Afghanistan)⁶ commencent à apparaître, symptôme d'une mobilisation croissante.

La radicalisation tient aux conditions de la mobilisation et peut s'expliquer par trois éléments. En premier lieu, la radicalité du discours correspond à des situations où les groupes ont d'abord une stratégie de mobilisation orientée vers le groupe lui-même et non vers le reste de la société. La théorie de l'avant-garde (islamiste ou communiste) a pour effet pratique de permettre de se concentrer sur le groupe lui-même, sans trop s'intéresser à la réception du discours. La radicalisation permet notamment de marquer la frontière du groupe en imposant des pratiques spécifiques (vestimentaires, langagières etc.). Le processus de radicalisation est intrinsèquement lié à la concurrence entre groupes. Il n'y a pas de groupe qui soit radical seul, il s'agit d'un champ où les acteurs sont en concurrence. La surenchère, surtout verbale, est facile car il n'y a pas de sanction sociale des discours (élections par exemple ou autre).

Deuxièmement, le degré de radicalité des pratiques (pour les discours la question est plus complexe) est fonction des perspectives anticipées d'accès aux ressources. Plus les perspectives d'accès sont faibles, plus la nécessité d'une stratégie collective s'impose et plus la fermeture du groupe est importante. On peut mettre en relation les modalités de l'engagement politique avec deux trajectoires (plus que positions) sociales : étudiants liés aux élites locales ou nationales, étudiants sans capital social. Ces mouvements les plus radicaux adoptent le même mode d'organisation, cloisonné et militaire, pour tenter de substituer la solidarité de parti aux solidarités "naturelles" de la famille, et compenser ainsi l'infériorité de leur position sociale. L'idéologie est alors vécue sur un mode radical et totalisant. Enfin, la rupture de génération est particulièrement forte dans le cas d'étudiants sans capital social, ce qui renforce probablement le caractère radical de ces groupes.

En Afghanistan, le schéma opposant étudiants issus des classes supérieures et étudiants provinciaux plus prolétaires est particulièrement net. Une partie des étudiants liés à la classe dirigeante se retrouvent dans les groupes gauchistes comme le Parcham, où les militants apparentés au clan royal ne sont pas rares. Essentiellement kaboulis, les Parchamis ont une attitude plus libérale (du point de vue des mœurs) que les Khalqis, les militants notamment jouent un rôle actif au sein du mouvement. A l'inverse, les éduqués provinciaux, qui ont de faibles perspectives d'intégration, sont attirés par les mouvements révolutionnaires, comme le Khalq ou le Sâzmân-i jawânân-i mosalmân.

Chez les Kurdes, les mêmes oppositions fonctionnent. Les nationalistes kurdes liés aux élites traditionnelles sont dans un rapport plus ambigu avec le pouvoir et avec leur propre société. En pratique des formes d'intégration sont anticipées et limitent la radicalité des élites. A l'inverse, le PKK (Partiya Karkaren Kürdistan) a une trajectoire comparable à celle du Hezb-i islami.. En 1975 ce qui deviendra le PKK commence à s'installer dans le Sud-Est après s'être formé à Ankara. Le PKK se caractérise par sa violence, son absence de discours sophistiqué et un recrutement où les demi-éduqués et les paysans prolétaires dominent. Le

6. Sur les mouvements étudiants de 1966-68 voir Louis Duprée, *op.cit.*, p. 619. On compte 39 grèves en 1966, 80 en 1967 et 133 en 1968, voir Dr Muhammad Anwar, "The third Afghan Constitution (part VII): political parties and newspapers", *Central Asia* 11, Area Study Center, University of Peshawar, hiver 1982, p. 5. Les manifestations à la suite de la mort d'un étudiant (tué par la police), en juin 1969, réunissent environ 15 000 manifestants.

Hezbollah kurde de Turquie présente une variante intéressante, il apparaît plus tard (dans les années 80) et les cadres sont largement des fonctionnaires religieux et non des étudiants en cours de scolarité. L'origine de ce mouvement semble remonter à des groupes informels de discussion au début des années 80 à Batman. Le Hezbollah qui se constitue alors déclare la Turquie Dar ul harp (région incroyante ouverte à la guerre) : on retrouve ici la terminologie des groupes islamistes égyptiens comme *Jihad*. La rupture maximale avec l'ordre social est ici exprimée par cette auto-exclusion.

Troisièmement, la question de l'Etat est centrale à deux titres. En premier lieu, du fait de la radicalité de leur discours, ces groupes n'ont pas initialement d'appui social, ce qui renforce l'idée de passage par la « Révolution », c'est à dire un coup d'Etat. La stratégie ne peut être que par le haut avec un projet de refonte de l'ordre social⁷. La pensée de tous ces groupes est centrée de façon pratiquement obsessionnelle sur l'Etat, les ressources étatiques et, même chez les islamistes, le projet est d'accroître les ressources de l'Etat (par des nationalisations etc.). La distinction est cependant nette entre le Kurdistan et l'Afghanistan. Dans le premier cas, il y a une fermeture de l'Etat aux élites kurdes (qui doivent renoncer totalement à leur identité régionale pour s'intégrer dans le système). La revendication est donc ambiguë à la fois d'égalité dans le système et de rupture pour former un système autonome, à la limite indépendant. La perspective de faire un coup d'Etat n'est pas crédible, d'où l'idée plutôt de faire un contre-Etat. Dans le cas de l'Afghanistan, même si l'accès à l'Etat est variable selon les ethnies, les éduqués ont tous une stratégie de prise de pouvoir par le coup d'Etat.

En second lieu, la violence n'est pas une condition indispensable à la radicalisation, mais sur les terrains où nous avons travaillé, elles vont de pair, ce qui renvoie aux structures d'opportunité des régimes concernés. Dans ces périodes de formation, la violence, facteur majeur de radicalisation notamment parce qu'elle implique la clandestinité, n'intervient pas de façon aléatoire mais comme une stratégie qui se découvre dans la relation avec l'Etat. Dans le cas de l'Afghanistan, la différence est nette entre les agitations étudiantes des années soixante et l'optique plus radicale et violente de la période suivante, où la république autoritaire de Daoud interdit toute contestation. Ce n'est pas un hasard si, à une exception près, les communistes élus au Parlement en 1964 et 1969 sont tous Parchamis (et non Khalqis)⁸. La période Daoud met fin à toute possibilité de contestation légale, notamment par les élections. Dans le cas des Kurdes, la longue tradition de violence étatique et de rébellion est un facteur de radicalisation pour les jeunes générations, mais on constate un niveau de violence peu différent des autres régions de Turquie dans les années soixante-dix, il faut attendre le coup d'Etat de 1980 pour un basculement dans la violence généralisée.

Modèle 2 : la radicalisation réactive

Ce deuxième type de radicalisation est une remise en cause du désordre existant plus que l'ordre social. La concurrence pour les ressources de l'Etat n'est pas centrale en raison même de la désorganisation du système social. Le contexte d'émergence est caractérisé par la perte des normes, de la disparition ou du discrédit des institutions. Les relations entre sphères

7. On voit aussi qu'une des causes de la dépolitisation en Turquie après le coup d'Etat de 1980 est la dévalorisation de l'Etat (libéralisme de la période Özal), ce qui a pour effet de changer le point de vue des acteurs sur les ressources à attendre de l'Etat. Le Sud-Est ne connaît pas la même évolution, au contraire, en partie du fait que le développement économique est beaucoup moins sensible.

8. Elus en septembre 1965 à la *Wolesi jirga* : Babrak Kârmal, Anâhitâ Ratebzâd, Nur Ahmad Nur, Fazl ul-Haq Fezan. Battus : Mohammad Taraqi, Afizullah Amin (de peu), Sultân Ali Keshmand, Abdul Hakim Sharay Jozjâni. En 1969, seuls Kârmal (à Kaboul) et Amin (à Paghmân) sont élus. Ce dernier est donc le seul Khalqi à avoir jamais été élu.

d'activité sociale ont été profondément changées. Le mouvement a d'abord un discours moral plus que directement politique. Il n'y a pas valorisation du futur mais au contraire du passé.

En portant pour la première fois des oulémas au pouvoir, la victoire des Tâlebân crée une évolution sans équivalent dans le monde musulman. Pour comprendre cette rupture, il faut d'abord analyser les modifications du champ religieux afghan qui ont rendu possible l'émergence des Tâlebân. L'émergence des Tâlebân constitue d'abord une rupture à l'intérieur du champ religieux afghan. En effet, au cours du XX^e siècle, quelques grandes familles, capitalisant un prestige religieux à la fois comme oulémas et comme chefs de confrérie, avaient acquis une position structurante dans le champ religieux, notamment les Gaylâni et les Mojaddidi. L'éviction des familles dominantes est le résultat d'un double processus. D'abord, celles-ci ont été discréditées par leur implication dans les jeux politiques et par leurs pratiques d'un grand népotisme à la tête des mouvements politiques⁹. Ensuite, faute de soutien pakistanais et de cadres compétents, ces partis n'ont pas réussi à jouer un rôle important sur le terrain. L'émergence des Tâlebân en 1994 a définitivement éliminé des mouvements déjà considérablement affaiblis et qui avaient perdu une audience nationale¹⁰.

L'analyse du profil social des dirigeants Tâlebân¹¹ montre l'ampleur des changements. Les cadres du mouvement sont des religieux (mollahs ou oulémas), initialement originaires de la région de Qandahâr, souvent formés dans les *madrasa* pakistanaises pendant la guerre. Leur génération a été formée dans la guerre (mollah Omar est né vers 1961) et ils ont tous combattu au sein de différents mouvements de résistance, mais rarement à des postes de responsabilité car ils n'avaient aucune ressource initiale (éducation, charisme religieux, notabilité). En effet, généralement issus de familles pauvres, leur niveau de formation est faible, ce qui explique que leurs titres religieux soient souvent contestés. Ainsi, mollah Omar n'a pas terminé les études qui lui auraient normalement donné droit au titre d'ouléma. On retrouve un profil très semblable chez les militants Tâlebân qui sont généralement pashtounes, jeunes et pauvres, avec une instruction uniquement religieuse. Leur prise du pouvoir est le résultat d'une stratégie collective, qui leur permet d'occuper des positions de prestige et de pouvoir dans l'appareil d'Etat sans comparaison avec ce qu'ils auraient pu espérer dans la société afghane des années 1970, où le prestige des religieux était en déclin.

La radicalité des Taleban est donc le produit de leur rejet des hiérarchies sociales (bourgeoise et urbaine notamment) sur le principe d'une extériorité à la société (le fait qu'ils aient été formés pour la plupart au Pakistan favorise cette éloignement).

L'élargissement de la mobilisation

Nous avons vu selon quelles modalités un groupe peut se radicaliser, voyons maintenant comment il peut ou non trouver des conditions favorables pour étendre sa mobilisation. En effet, l'audience initiale de ces groupes est généralement faible ou nulle pour le mouvement islamiste afghan et le PKK. Ainsi, le coup d'Etat de Massoud dans le Panjshir en 1975 est un échec sévère, les islamistes sont dénoncés par la population¹². Le PKK, immédiatement après le coup d'Etat de 1980, est très isolé et ne parvient pas à obtenir une aide minimale dans la population rurale. Dans ces deux cas, il faut une rupture du système politique : coup d'Etat

9. La famille Gaylâni contrôlait le Mahâz-i melli. Les proches de Mojaddidi - lui-même fut assassiné par le gouvernement en 1978 avec la plupart des membres de sa famille - étaient à la tête du *Harakat-i enqelâb*.

10. Sur l'émergence des Tâlebân, voir Dorronsoro, Gilles, "Désordre et légitimité du politique en Afghanistan", *Cultures et Conflits*, n° 24, 1997.

11. Les biographies d'une centaine de dirigeants dont nous disposons semblent en tout cas appuyer ces hypothèses.

12. Le groupe de Massoud est cependant le seul qui parvient concrètement à initier un début de soulèvement, les autres groupes ne parviennent même pas à commencer un coup d'Etat.

communiste et *jihad* en Afghanistan et oppression massive au Kurdistan turc pour que les groupes radicaux voient s'ouvrir un espace. En ce sens, la réussite de l'élargissement d'une mobilisation radicale tient à une multitude de facteurs (notamment l'efficacité de la répression étatique). L'analyse proposée n'aborde qu'un des aspects, celui des différentes stratégies de mobilisation. C'est également ici que l'idéologie prend un sens véritable car elle définit des compatibilités sociales. En effet, si les appartenances idéologiques n'ont pas une pertinence sociologique particulière dans la première phase de mobilisation, elles deviennent parfois déterminantes en favorisant la connexion avec certains groupes sociaux. La collaboration entre oulémas et islamistes afghans est l'exemple la plus saisissante de ces affinités.

a) Le branchement sur des réseaux sociaux existants est la stratégie la plus fréquente. Le meilleur exemple est ici le Panjshir qui est devenu la base d'un parti au point de favoriser l'identification entre les deux notions¹³. La question du leader est ici centrale car il personnifie les réseaux mobilisés et favorisent les ralliements de segments sociaux dans une logique de proximité et d'accès préférentiel aux ressources. Le PKK a parfois utilisé la fragmentation tribale dans certains endroits du Kurdistan pour rallier des segments tribaux (Hakkari, Siverek etc.).

b) Dans certains cas, les transformations sociales sont telles qu'une population spécifique est disponible car peu intégrée socialement et marginalisée économiquement. Notre question initiale est celle-ci : comment un groupe radical comme le PKK, en rupture par rapport à des questions essentielles avec les normes de la population rurale (statut des femmes qui sont recrutées comme combattantes et militantes, athéisme peu dissimulé des cadres, communisme de type soviétique avec nationalisation de l'économie etc.) peut-il trouver en quelques années un soutien aussi important dans les populations rurales et surtout recruter des militants ?

Un petit village kurde au sud de Diyarbakir nous servira pour répondre à cette question. Dans ce village, il y a 7 clans : Suleymani, Mokuli, Alikoli, Mahmi, Sirahmadi, Zeydini, Ambeli. Jusqu'aux années 70, les clans représentent l'organisation de base du village¹⁴. Les 7 familles se regroupent en deux camps (Suleymani contre Alikoli et Mokuli). Ces deux groupes entretiennent des relations de concurrence, chacun va de préférence à sa mosquée. Les deux groupes sont spatialisés à l'Est pour les Mokuri et à l'Ouest pour les Suleymani. Il existe aussi des vendettas entre familles qui renforcent l'appartenance au groupe. Les hommes mariés sont tenus de participer tous les jours (selon les travaux agricoles) aux réunions à l'*oda* (une pour les 7 groupes)¹⁵, ce qui les occupent pratiquement toute la journée en hiver. Il n'y a pas de politisation avant la fin des années 70. Les candidats passent uniquement au moment des élections et parlent (en kurde) aux villageois, mais il n'y a pas véritablement de système clientéliste car ils n'offrent rien de très concret. Très peu de villageois (une dizaine sur plusieurs centaines de votants possibles), se déplacent lors des élections. Les affiliations partisans se font sur la base des appartenances familiales, tous les Suleymeni votent pour le CHP (localement représenté par Kamil Boran, un arabe, qui a été réélu 4 ou 5 fois comme député). Les Mokuli et les Ali Koli votent au contraire pour le AP.

Or la pression démographique à partir des années soixante va conduire à des migrations, au départ saisonnières, et à l'apparition d'une population très peu intégrée dans les institutions

13. Bien que cette question sorte de notre problématique, on notera qu'on peut aboutir à une véritable redéfinition d'une identité ethnique dans ces conditions.

14. En fait, Ahmet Aga, le grand notable propriétaire d'une trentaine de villages dans la région a vu son influence diminuer nettement avec la République turque. Il n'y a plus eu ensuite de liens très forts avec les villages environnants. Ce village est d'abord un regroupement de familles de conditions économiques assez peu différenciées au sein de 7 clans.

15. Oda : la chambre, en fait la pièce réservée aux invités (séparée de la maison proprement dite où les femmes circulent).

existantes, qui sont en décadence. Ainsi, la disparition des *oda* date des années 70 et pour les jeunes l'appartenance au clan ne fait plus sens de la même manière. L'opposition se fait alors plutôt entre générations. Ces jeunes hommes et femmes (entre 15 et 20 ans) constituent une population mobile géographiquement et moins intégrées économiquement et socialement. Les militants PKK du village se recruteront, apparemment sans exception, dans ce milieu.

Le recrutement du Hezbollah est difficile à cerner du fait que cette organisation était particulièrement opaque (et pour une part infiltrée par la police). Les seules sources dont nous disposons à cet effet sont les biographies des *shahid* du mouvement, parus dans la revue (pour les numéros que nous avons pu consulter) et les informations limitées des actes d'accusation devant la DGM de Diyarbakir (le procès de 1994 qui représente environ 60 biographies pour les deux tendances confondues). L'implantation géographique du Hezbollah est concentrée à Batman, Silvan, Bingöl, Mardin et Diyarbakir. On peut estimer le nombre de militants à quelques milliers au plus au début des années quatre-vingt dix (il y a actuellement plusieurs centaines de prisonniers Hezbollah à la prison de Bingöl où sont regroupés la plupart des militants islamistes). Le recrutement s'opère le plus souvent dans les cours de Coran et les mosquées. Dans la ville de Batman, un des principaux centres du mouvement, un rapport estime que sur 60 mosquées 40 sont sous influence du Hezbollah au début des années quatre-vingt-dix (TBMM 1995 : 113). Le recrutement se fait très largement dans les couches pauvres paysans sans terre, petits employés. On constate une quasi-absence de représentants des familles de notables (à la différence des mouvements gauchistes). D'après le gouvernement, 1578 militants du Hezbollah auraient été arrêtés entre 1992 et 1997 (Hürriyet 8 février 1997) et les sympathisants du mouvement seraient environ 10 000 (YeniYüzl 24 juillet 1998). Le mouvement a cherché à contrôler des quartiers à faire régner un début d'ordre islamique, notamment dans les quartiers à forte population immigrée par exemple Ba_lar à Diyarbakir : les vendeurs d'alcool, les prostituées et les ivrognes ou les blasphémateurs sont menacés, chassés, parfois tués. Le mouvement a aussi cherché à lever la *zakat* au moment du Ramadan (Hürriyet 30-1-1997).

c) Le charisme enfin, est une stratégie suffisamment ambiguë pour permettre à un groupe de rallier des soutiens sans perdre sa radicalité. On peut ici mentionner le cas de Massoud et de celui d'Öcalan (le leader du PKK). Dans ces deux cas, on peut comprendre le charisme comme une négociation ou un compromis ambigu entre les attentes de l'organisation et celles de la population. En fait, une organisation très structurée (Jamiat, PKK) qui a un projet politique et de politisation va utiliser le charisme pour rendre son message compréhensible car réinterprété selon des catégories plus acceptables (le bon chef etc.) qui permettent pour la population de court-circuiter en partie les procédures de l'organisation.

Le charisme de mollah Omar appartient à une autre catégorie. Même s'il est vrai de façon générale qu'on est mobilisé plus qu'on ne se mobilise, dans certains cas-limite, la seule présence du leader charismatique produit la mobilisation. Il n'est pas le produit d'une organisation mais des attentes dans une situation de désordre et de tensions sociales. Il y a eu très peu de tentatives par les Taleban de construire le charisme de mollah Omar de façon moderne (absence de photos ou de slogan etc.) parce que le mouvement décourage largement la mobilisation politique en général.

Le dernier point, que nous ne ferons que mentionner, concerne le rapport complexe entre élargissement de l'audience et abandon de la radicalisation. L'élargissement de l'audience d'un groupe radical a conduit dans le cas du PKK (et de ce qui est souvent considéré comme son aile légale, le HADEP) à une modération progressive. Dans d'autres cas, le lien est plus complexe. La popularité initiale des Taleban (régions rurales et pashtounes) n'a pas conduit à une modération de leurs pratiques. La différence tient ici à la conquête du pouvoir qui permet largement de se passer du soutien de la population.

Conclusions

Cette tentative de réflexion sur la radicalisation ne prétend pas, c'est une évidence, à une validité générale, même si des comparaisons peuvent être faites entre la France, l'Italie et la Turquie pour ce qui est de la radicalisation des groupes étudiants et, pour le coup, leur marginalisation dans la plupart des cas (notamment le DHKP/C).

L'absence de capital social initial paraît une constante des groupes radicaux où une mobilisation militarisée permet de compenser l'absence de réseaux sociaux. La fermeture du système politique aux mobilisations est l'autre constante.

L'élargissement de ces mobilisations radicales suppose une rupture politique importante (coup d'Etat, violence généralisée). Les seuls groupes radicaux qui n'ont pas été marginalisés en Turquie sont Kurdes, un espace où la politique répressive de l'Etat a créé une zone de non-droit depuis au moins 1978.

Bibliographie

Généralités

- Carré, Olivier, "Note critique à propos de la sociologie politique d'Ibn Khaldoun", *Revue Française de Sociologie*, 14 (1).
- Fillieule (Olivier) et Péchu (Cécile), *Lutter ensemble, les théories de l'action collective*, L'Harmattan, Paris, 1993.
- Giddens, Anthony, *The Nation-State and Violence, Volume Two of a contemporary Critique of Historical Materialism*, University of California Press, 1987
- Gurr (Ted), *Why Men Rebel*, Princeton University Press, 1971.
- Hirschmann (Albert, O.) *Défection et prise de parole*, Paris, Fayard, 1995.
- Mann (Patrice), *L'action collective. Mobilisation et organisation des minorités actives*, Paris, Armand Colin, 1991.
- Mitchell, Timothy, « Everday Metaphors of Power », *Theory and Society*, 19 (5), 1990, pp. 545-577.
- Neveu (Érik), *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, Coll. « Repères », 1996.
- Norton, Augustus Richard (ed), *Civil Society in the Middle East*, vol 1, Leiden, Nex York and Koln, Brill, 1995.
- Oberschall (Antony), *Social Conflict and Social Movements*, Englewood Cliffs, Prentice Hall, 1973.
- Olson (Mancur), *Logique de l'action collective*, Paris, PUF, 1978.
- Tarrow (Sidney), « Cycles of Collective Action : Between Moment of Madness and the Repertoire of Contention », *Social Science History*, 17 (2), 1993.
- Tilly (Charles), *From Mobilization to Revolution*, Reading (Mass), Addison Wesley, 1978.
- Tilly (Charles), « Contentious Repertoires in Great-Britain, 1758-1934 », in Traugott (Michael) (ed.), *Repertoires and Cycles of Collective Action*, Durham et Londres, Duke University Press, 1995.
- Scott, James, *Weapons of the Weak : Everyday Form of Peasant Resistance*, New Haven and London, Yale University Press, 1985.
- Turner, Bryan, « Orientalism and the Problem of Civil Society in Islam », in Asaf Hussain, Robert Olson, Jamil Qureishi (eds.), *Orientalism, Islam and Islamists*, Brattleboro, Vermont, Amana Books, 1984.

Sur l'Afghanistan

- Adamec, Ludwig W., *A biographical Dictionary of contemporary Afghanistan*, Graz, Akademische Druck und Verlagsanstalt, 1987.
- Anderson, Jon W., « Social Structure and the Veil : Comportment and Composition of Interaction in Afghanistan », *Anthropos*, n° 77, 1982.
- Aziz Abdullah, *Essai sur les catégories dirigeantes de l'Afghanistan 1945-1963*, Berne, Francfort-am Main, New York - Paris, Peter Lang, 1987.
- Canfield Robert L., SAHARANI M.N. (eds), *Revolutions and Rebellions in Afghanistan*, Berkeley Calif., University of California Press, 1984.
- Centlivres Pierre, *Paysannerie et pouvoir en Afghanistan : de la fin de la monarchie à l'intervention*

soviétique, Genève, Institut universitaire de hautes études internationales, 1985, (Occasional Papers).

Centlivres Pierre et Centlivres-Demont Micheline, *Et si l'on parlait de l'Afghanistan ?*, Neuchâtel, Ed. de l'Institut d'ethnologie, Paris, Ed. de la Maison des sciences de l'homme, 1988.

Digard, Jean-Pierre (dir.), *Le fait ethnique en Iran et en Afghanistan*, Paris, Editions du CNRS, 1988.

Dorronsoro, Gilles, *La révolution afghane*, Karthala, 2000.

"Désordre et crise du politique : le cas des Taleban en Afghanistan", *Cultures et Conflits*, avril 1997.

« Les Taleban entre direction charismatique, réseaux d'oulémas et solidarité communautaires », *Revue du CEMOTI*, été 1999.

« Les oulémas afghans », *Archives des sciences sociales des religions*, novembre 2001.

Lindholm, Cherry, « The Swat Pukhtun Family as a Political Training Ground » in Charles Lindholm, *Frontier Perspectives*, Oxford, Oxford University Press, Karachi, 1996.

Rubin, B.R., « Lineage of the State in Afghanistan », *Asian Survey* XXVIII (11), 1988.

---- « The old regime in Afghanistan: recruitment and training of a State elite », *Central Afghan Survey* 10 (3), 1991.

---- « Political elites in Afghanistan: rentier State building, rentier State wrecking », *International Journal of Middle East Studies* 24, 1992.

Sur la Turquie

Andrews, Peter Alford, *Ethnic Groups in The Republic of Turkey*, Wiesbaden, 1989.

Dorronsoro, Gilles, « L'islam kurde dans le sud-est de la Turquie », *L'autre islam*, automne 1999.

« Les Kurdes de Turquie : revendications identitaires, espace national et globalisation », *Etudes du CERI* n° 62, 2001.

Heper, Metin and Ahmet Evin (ed), *Politics in the Third Turkish Republic*, Boulder, Westview Press, 1994.

Kudat, A, « Patrons-clients Relations : The State of the Art and Research in Eastern Turkey », in Akarlı E ; and Ben-Dor G., (ed.), *Political Participation in Turkey*, Istanbul, B.U. Publications, 1975, pp. 61-87.

Magnarella, Paul J. : 1974 : *Tradition and Change in a Turkish Town*, John Wiley and Sons.

Mitchell, Timothy, « The Limits of the State : Beyond Statist Approaches and their Critics », *American Political Science Review*, 85 (1), 1991, pp 77-96.

Özbundun, Ergun, *Contemporary Turkish Politics : Challenges to Democratic Consolidation*, London, Lynne Rienner Publishers, 2000.

Srikantan K. S. 1973 : " Regional and Rural-Urban Socio-demographic Differences in Turkey", *The Middle East Journal*, vol XXVII.

STARR June, 1978 : *Dispute and Settlement in rural Turkey, an Ethnography of Law*, Leiden, Brill.

Yalçın-Heckmann, Lâle, "Kurdish Tribal Organization and Local Political Processes", in Andrew Finkel, Nûkhet Sirman (eds), *Turkish State, Turkish Society*, London, New York, Routledge, 1990.

-----*Tribe and Kinship among the Kurds*, Peter Lang, Paris, 1991.

Annexes

Biographies

Babrak Karmal. Né en 1929, fils de Mohammad Husein, un général un temps gouverneur du Paktyâ, sa famille est liée au clan royal et appartient à la bourgeoisie aisée de la capitale. Son origine pashtoune a été discutée, mais il est avéré que Kârmal ne parlait que le persan. Il reste le produit typique de la bourgeoisie kaboulie, très éloigné de l'univers paysan et tribal. Etudiant au lycée Nejât, il devient traducteur d'allemand après des études de sciences politiques et de droit. Dans les années 1960, il s'engage dans le mouvement des Halq-i jawân-i Afghanistan (Peuples des jeunes Afghans). Kârmal participe ensuite à la fondation du Hezb-i demokrâtik-i khalq-i Afghanistan et deviendra le leader de la branche Parcham lors de la scission du mouvement en 1967.

Golbuddin Hekmatyâr est né à l'automne 1948, près d'Imâm Sâheb, dans la province de Kunduz. Son père est un petit paysan, de la tribu Kharuti (Ghilzay). Après des études primaires à Imâm Sâheb, il est envoyé au lycée militaire de Kaboul avant de réussir, en 1968, le concours d'entrée de la Faculté d'ingénierie. L'adhésion de Golbuddin à l'islamisme remonterait selon lui à 1966, quand il entend à la radio la nouvelle de la pendaison de l'islamiste égyptien Sayyed Qutb. Sur le campus de Kaboul, Hekmatyâr s'impose par ses dons d'orateur, son énergie et son autorité. Il participe au congrès du Syndicat des étudiants de 1970, comme membre actif, puis comme élu en 1972-73. Parallèlement, Hekmatyâr devient leader de l'organisation étudiante des Jawânân-i mosalmân au début des années 1970. Réfugié à Peshawar depuis 1974, il prend la tête du Hezb-i islâmi.

Öcalan est un kurde de Hilvan, Siverek, dans la province d'Urfa. Ancien étudiant à la faculté de sciences politiques d'Ankara, il forme en 1974 l'Association pour l'éducation supérieure d'Ankara (AYOD : Ankara Yüksek Öğretim Derneği). Il s'impose comme leader d'un petit groupe d'étudiants qui formera le PKK en 1978.

La personnalité dominante du Hezbollah est celle de Hüseyin Velioglu (Abi). Il est né en 1952 à Batman (ilçe de Gerçüş), de la tribu Habizbin (on trouve de tout au sein de cette tribu, PKK, Hezbollah, gouvernementaux). Il est étudiant à l'Ankara Siyasal Bilgiler Fakültesi Maliye Bölümü. En février 1978, il fonde une revue islamiste à Ankara dont il devient directeur, *The Ummah : An Independent Monthly Muslim Critique*. En 1979, il passe avec succès l'examen pour devenir Kaymakam (sous-préfet) et revient à Batman. Il se présente pour la première et la dernière fois à une élection le 17 mai 1980 pour la présidence de la branche locale du syndicat Petrol-İ. La gauche gagne avec 1600 voix (contre 1100). Il décide ensuite de s'installer à Diyarbakir dans le quartier de Kaynartepe et construit un réseau islamiste à partir de sa librairie İlim kitabevi qui passera à l'action violente à la fin des années 80.